

# L'Europe est-elle toujours une bonne idée ?

Synthèse du débat en ligne et en direct mardi 26 juin 2018

L'Europe fait face à différentes crises aujourd'hui : l'euro, les migrations, les populismes, le défi politique et démocratique... Un des enjeux clés aujourd'hui est de déterminer le futur de l'Europe avec les attentes de tous.

La démarche « L'Europe est-elle toujours une bonne idée » de la région Bourgogne-Franche-Comté s'inscrit dans cette démarche de débat sur l'Europe. L'avis que les citoyens construiront les 5 et 6 juillet sera porté par Marie-Guite Dufay auprès des autorités françaises et des institutions européennes.

Les intervenants sont :

- Pierre Calame, président de la fondation Charles Léopold Meyer pour le progrès de l'homme
- Lukáš Macek, directeur de Science Po de Dijon

Le débat est animé par Julien Pea, directeur de la maison de l'Europe en Bourgogne-Franche-Comté (Réseau Europe Direct).

*Pierre Calame*

L'Europe a été une très bonne idée : il faut d'abord comprendre pourquoi, puis se demander pourquoi elle est plus nécessaire que jamais et enfin voir que les impasses actuelles sont telles que l'Europe doit être totalement refondée.

## Pourquoi l'Europe était une bonne idée ?

L'entre-deux guerres protectionniste a provoqué la guerre. A partir de 1943, les Alliés savent qu'ils vont certainement gagner la guerre et se demandent que faire de l'Allemagne. **La réponse a pour objet unique la construction de la paix, c'est la construction de l'Europe.** Les nouveautés tournent autour de 3 éléments :

- La **construction pragmatique, pas à pas** (voulue par Robert Schuman)
- Les questions de **gouvernance** (la Commission européenne formule l'intérêt général et les Etats ont la décision)
- La dynamique de **jumelage**, afin de dépasser les ressentiments de l'histoire

Il devient alors acquis que l'Europe a besoin d'un droit commun mais pas spécifiquement uniforme, et d'une administration engagée dans ce projet.

Depuis l'extérieur, 4 points sont intéressants :

1. Le **dépassement des ressentiments**
2. La **conciliation des différents systèmes** et la construction d'un **droit commun**
3. L'idée de **liaison entre efficacité économique et justice sociale**

4. L'idée de **contrat social** et d'une grande **transition à conduire pour aller vers une société durable**. L'Europe n'est pas encore à la hauteur sur ce point-là mais peut assurer un leadership quant à l'invention d'un nouveau modèle économique.

### Pourquoi le projet de l'Europe est plus nécessaire que jamais ?

Car c'est **la seule expérience historique de dépassement pacifique des souverainetés**. L'ONU est un syndicat de gouvernants, dominé par l'idée de souveraineté. Si l'Europe s'effondrait, ce serait un message tragique pour l'humanité car on ne serait pas capable d'y surmonter les souverainetés pour le bien commun.

### Les impasses actuelles sont si grandes que le projet européen doit être refondé ?

1. **La construction de l'Europe par l'unification du marché était le plan B de la construction européenne. L'objectif premier était la paix, grâce à l'Europe de la défense.** La France l'a refusée. L'unification s'est donc faite autour du marché  
Petit à petit, l'Europe a été victime de son succès et quand les dictatures de l'Europe du Sud ont disparu, l'élargissement de l'Europe aux démocraties a été inévitable. Puis les pays issus de l'effondrement du bloc soviétique sont aussi rentrés dans l'Europe, on ne pouvait humainement leur refuser l'intégration.  
Or le système, d'abord conçu pour 6, est progressivement devenu un **système inter-gouvernemental où les décisions se prennent à l'unanimité**, ce qui est très compliqué : l'Europe est donc devenue un nain politique.
2. **Un marché unifié ne crée par une communauté de destins.** Il existe l'illusion que, parce qu'il y a une monnaie unique, un passeport européen, des frontières communes, un projet commun existerait. Mais il ne suffit pas d'élections pour construire une communauté.
3. Le marché mondial s'est construit en même temps que le marché unique européen, les droits de douane ont fortement baissé. Contrairement à l'Europe, les Etats-Unis et la Chine ont une politique industrielle à très long terme. Le seul outil de pouvoir de la Commission est devenu l'imposition de **normes** : elle en use et en abuse (40 000 normes aujourd'hui). **Le marché européen est plus unifié que le marché états-unien mais n'a pas de pouvoir politique.**  
Ainsi les jeunes pensent que l'Europe a été faite par et pour les lobbys car quand on a des normes uniques pour les PME et des grands groupes, on favorise évidemment les grandes entreprises.
4. **Le passé colonial de l'Europe la rattrape**, notamment avec la crise des migrants et réfugiés. Les filières migratoires ont été créées en 14-18 lorsqu'on avait besoin de chair à canon. C'est la France qui a abattu Kadhafi au nom de la démocratie mais un million de personnes se sont retrouvées sans travail en Lybie. Elle critique les Hongrois qui refusent les réfugiés mais qui ne sont pas concernées par ces affaires.  
La coopération européenne, c'est en partie un modèle de mauvaise gouvernance qui donne des leçons de bonne gouvernance. Sa seule obsession, c'est la libre concurrence mais le vrai problème, c'est de savoir comment on travaille avec l'Afrique. **Une société ne se construit pas sur une somme de droits mais sur un équilibre de droits et de responsabilités**, or l'Europe a un avantage sur la réflexion sur la responsabilité. En effet, selon Jérôme Vignon, ce qui unit les sociétés européennes, ce sont des sociétés de contrats, construites sur ce qui est

commun. Or il n'y a pas eu de travail sur les valeurs européennes, les responsabilités n'ont pas été mises au cœur du projet européen. Celui-ci est devenu invisible, imperceptible, inconsistant.

Il y a donc 2 enjeux : c'est reconstruire l'Europe comme une épopée (1), ce qui ne peut se faire qu'avec les citoyens, en revenant à la base.

#### *Quelques réactions*

- Il faut se référer à l'histoire pour comprendre que l'Europe est indispensable : ses 73 ans de paix en sont la preuve et un bienfait pour les populations et le continent.
- L'Europe est une bonne idée mais cela manque d'une vision, d'un cap, les comptables ont pris le pas sur les visionnaires.

*Lukáš Macek*

#### L'Europe pour la paix

L'Europe est une bonne idée et c'est **de loin la meilleure idée de ce bout de continent pour trouver une façon de vivre ensemble à peu près civilisée**. Il a fallu les deux catastrophes des guerres mondiales pour dire que la loi du plus fort est mauvaise pour les plus faibles, mais aussi pour les plus forts, car elle ne fait pas fonctionner le monde. **La guerre est toujours possible sur le continent européen**, la paix ne va pas de soi. La narration de la paix n'est pas suffisante pour convaincre mais elle est nécessaire.

La construction européenne a réalisé quelque chose de fabuleux avec l'élargissement mais a failli dans sa capacité à expliquer son succès.

#### Les critiques internes et externes de l'Europe

En interne, **l'Europe a un côté auto-flagellant** : l'Europe est constamment confrontée à des absolus, des idéaux, mais si on regarde le monde, on peut se demander s'il vaut mieux être malade en Europe ou aux Etats-Unis, citoyen en Europe ou en Russie, travailleur en Chine ou en Europe.

Ce qui est unique, c'est **l'équilibre entre prospérité, libertés politiques et prise en compte poussée d'une aspiration à vivre bien**. Il y a comme un syndrome d'enfants gâtés : les Européens ne réalisent pas la chance d'être né dans ce bout du monde.

Il y a un **danger externe : certains veulent que l'Europe échoue**. A la fin des années 90, on a pu croire que le modèle libéral avec un fort accent social était l'horizon vers lequel le monde convergerait mais ce n'est pas le cas : le modèle européen est une exception, et elle est fragile.

La clef des complications est dans la main des **élites nationales qui ont 2 torts** :

- Ils **utilisent systématiquement l'Europe comme un bouc émissaire** et une excuse pour des initiatives nécessaires mais qu'ils n'osent pas assumer
- Ils **veulent garder leur monopole politique en empêchant l'émergence d'un espace politique européen** or, elles doivent se mettre en retrait.

*Quelques réactions*

- Comment faire une Europe commune mais avec une fiscalité aussi hétérogène ?
- Avec des telles différences comment avoir une Europe FORTE par rapport aux autres grandes puissances économiques mondiales ?
- Le socle commun est-il suffisant (pour éviter les délocalisations...) ?

*Pierre Calame*

L'Europe a monopolisé pendant 100 ans les matières premières du monde entier et a vécu sur un modèle où les autres étaient subordonnés. **La redistribution qui s'effectue aujourd'hui est difficile car les échelles de disparités des productivités sont grandes.** Quand l'Allemagne de l'Est a rejoint l'Allemagne de l'Ouest, cela a coûté des milliards de marks car il n'y avait aucune chance qu'une entreprise de l'Est compétitive avec la parité du mark.

Ce processus ne s'est pas fait à l'échelle européenne : il n'y a pas eu d'argent pour soutenir les pays rentrants donc on a fermé les yeux sur le socle social de ces pays. Il faut s'attaquer au problème historique de savoir comment on rapproche des économies avec des productivités différentes.

*Quelques réactions*

- Dans cette Europe, les richesses ne sont pas redistribuées.
- Comment refonder un projet européen qui soit une alternative aux politiques d'austérité et au repli souverainiste ?

*Lukáš Macek*

Dans l'Europe à 6, comme dans l'Europe à 15 ou à 28, il y a une **solidarité entre régions qui ont des performances différentes**. Il y a eu un phénomène de rattrapage énorme : par exemple, l'accélération de l'économie de la Roumanie est formidable. Il faut donc se méfier des regards à sens unique. Quand on parle de dumping social à l'échelle européenne, il faut regarder le tableau d'ensemble (par exemple, les emplois sont délocalisés dans les pays de l'Est mais les entreprises y ont été rachetées par des pays occidentaux.

C'est très facile de monter les citoyens les uns contre les autres. Mais les étrangers eux voient cette unité.

*Quelques réactions*

- Il faut favoriser une avant-garde européenne qui veut aller plus vite.
- Est-ce que l'Europe à 27, c'est trop compliqué ? Est-on condamné à fonctionner selon des coopérations renforcées ?

*Pierre Calame*

Oui, on en est réduit à l'impuissance : il faut **retravailler sur la gouvernance européenne**.

**Quant à la nature du modèle économique au niveau mondial, il est à bout de souffle.** La grande redistribution de la richesse s'est matérialisée à l'intérieur des pays par une augmentation des inégalités internes. Par exemple, le revenu moyen polonais s'est rapproché de la moyenne

européenne mais 70% des Polonais n'en ont rien vu. Il y a donc des gagnants et des perdants de la mondialisation et de l'Europe qui suit ce modèle.

Tant qu'il n'y a pas de dynamique citoyenne pour revoir les règles de gouvernance et de communauté, alors on en sera réduit à des cercles concentriques, des coopérations renforcées entre quelques-uns mais pas communes.

*Quelques réactions*

- La sortie de la zone euro nous donnerait de la souveraineté.
- Le référendum de 2005 a imposé aux Français une Europe ultralibérale.

*Lukáš Macek*

Du point de vue français, on peut avoir ce point de vue mais c'est hors-sujet : la Constitution a été ratifiée par 20 pays, seulement ont voté contre donc est-ce démocratique de dire « 2 sont contre, on laisse tomber » ? Il y a une renégociation et ce n'est pas un scoop de dire que le compromis s'est fait en faveur de ceux qui ont dit oui. C'est un mauvais procès à l'Europe car c'est une mauvaise façon de définir la démocratie.

Il faut **se demander ce qui est démocratique à l'échelle internationale** et trouver un chemin pour ne pas écraser les petits, s'assurer que ceux-ci se sentent respectés tout en permettant à tous d'avancer.

*Quelques réactions*

- Cette consultation est bonne mais elle n'est qu'exceptionnelle.
- Il faut plus de transparence, plus de démocratie, moins de lobbys.
- Comment expliquer le paradoxe d'une Europe très présente au quotidien et le peu de votes qu'elle engendre ?

*Pierre Calame*

2005, c'était une parodie de la démocratie. **Ce qu'il faut faire, c'est un débat pour esquisser l'Europe qu'on souhaite.** Ce qui a voté était un paquet illisible de plein de sujets. De plus, on demandait aux citoyens de graver dans le marbre un prêt-à-penser de libre-marché qui était en fait le plan B de l'Europe. Mettre des bouts de traités les uns après les autres et faire voter par oui ou non, c'est la démocratie ?

*Lukáš Macek*

Sur le plan international, qui peut infliger une amende à Facebook ? Le gouvernement français ? Non mais la Commission européenne, oui.

**Les lobbys, ce sont des groupes organisés pour défendre leurs intérêts, c'est normal.** De plus en matière de transparence, la France n'a pas de leçons à donner à l'UE qui a été très loin dans la régulation des lobbys.

Elle a aussi fait **beaucoup d'efforts sur la nomination des personnes aux postes-clés**. Chaque candidat pour être commissaire passe par une séance devant les députés européens. J'attends qu'en France, un candidat pour être ministre fasse de même.

Evidemment par rapport à l'idéal (de démocratie, de transparence...), l'UE c'est affreux, mais par rapport à la réalité de ce qu'est la politique nationale ou locale, l'Europe ne s'en sort pas si mal que ça.

#### *Quelques réactions*

- Ne faut-il pas se concentrer sur les frontières extérieures ?

*Pierre Calame*

**Le retour à la souveraineté, c'est la guerre.** On a l'impression que la guerre est devenue impossible mais on est en concurrence pour des matières premières au sein d'un modèle qui n'est pas durable et qui dépend du pillage de la planète.

**Il faut faciliter les échanges locaux.** La réflexion européenne sur la monnaie n'est pas aboutie mais il ne faut pas la concevoir comme un retour en arrière mais sous l'angle de la pluralité des monnaies pour pouvoir gérer les différents niveaux d'échange.

#### *Dans quels domaines l'Europe peut-elle être attendue ?*

Il y a plusieurs défis au 21<sup>e</sup> siècle :

- On a une seule planète et elle est fragile : il faut **donc se demander comment on construit une communauté de destins**, il faut commencer par un dialogue entre les citoyens et l'Europe peut être phare pour cette communauté.
- **Les valeurs communes sont à construire** et elles doivent se baser sur la notion de **responsabilité de gestion de la planète** et être le reflet du fait que l'on doit prendre en compte l'impact qu'on a sur les autres. Il y a une attente forte envers l'Europe pour cela.
- On doit construire **un mode de gestion qui aille du global au local** : l'Europe a un pouvoir de marché supérieur aux Etats-Unis mais ne l'utilise pas. Elle a la capacité de tracer les grandes lignes de ce modèle économique viable.

*Lukáš Macek*

Concernant les frontières, il y a l'aspiration à la sécurité intérieure du côté des citoyens européens qui regardent beaucoup de choses avec crainte comme les mouvements migratoires, surtout s'ils ont l'impression que ce n'est pas contrôlé. De l'autre côté, il y a un devoir d'humanité.

Il faut trouver un **mélange entre une certaine fermeté et une humanité** et l'Europe a du mal à construire cela. Et il est donc d'autant plus difficile de construire des solutions réellement européennes.

Un **système supranational** serait plus efficace mais les élites n'arrivent pas à lâcher prise et l'Europe se transforme en gigantesque tirelire.

*Quelques réactions*

- A quand une Europe fédérale ?
- Quand les consultations seront-elles plus régulières ?

*Pierre Calame*

Les référendums d'initiative populaire sont très bien faits sur le plan de l'argumentation mais le taux de votation est de l'ordre de 30%.

Le débat sur la nature de la gouvernance est un débat du 19<sup>e</sup> siècle. Car que ce soit la pensée étatiste ou fédéraliste, les deux modèles ont en commun que les problèmes ne peuvent pas être gérés qu'à un seul niveau : même si c'est bien de savoir qui est responsable de quoi, chaque problème nécessite de la coopération entre tous les niveaux et entre les individus. **Ce qu'il faut inventer, c'est une gouvernance multi-niveaux à grande échelle.**

Pour moi, **tous les 25 ans, il faut mettre en place un processus instituant citoyen**, avec une base d'information multilingue et un tirage au sort. La démocratie, ce n'est pas juste le référendum, c'est des citoyens informés qui débattent entre eux et qui se font une opinion. La vraie démocratie, c'est de pouvoir délibérer sur son avenir. Les questions du commun sont fondamentales et complexes.

*Lukáš Macek*

La classe politique est déconnectée pour certains. Vous, vous plaidez pour des élections clivantes ?

Oui, le débat sur la fédéralisation va planter le sujet car on a tous une vision différente de ce qu'est une fédération. **La clé pour faire vivre la démocratie et la politique européennes, ce sont les élections et le Parlement.**

Tout commence dans le choix des candidats politiques : il ne faut pas que ça soit une voie de garage. Il faut que les élus européens aient une vraie légitimité, que quand on les accuse, ils puissent répondre. Il faut sans doute **mettre fin au consensus européen** car on finit par ne plus comprendre qui est responsable de quoi.

Il faut **faire émerger des positions et des clivages** et c'est difficile surtout dans un contexte où les extrêmes sont hauts : l'espace politique pour les forces qui ne sont pas antisystème s'est réduit mais il vaut mieux l'investir maintenant que jamais.

Souvent on pense que les institutions européennes sont compliquées mais c'est faux, en tout cas elles ne sont pas plus compliquées que celles de la 5<sup>e</sup> République. Les Français ont l'impression de mieux comprendre mais c'est parce qu'il y a une identification politique avec des visages... la plupart ne connaissent pas la différence entre conseil départemental et conseil régional.

*Quelques réactions*

- Le dépassement du court terme et du cadre national est-il encore possible ?

*Pierre Calame*

La question n'est pas de savoir si c'est possible mais de se demander si ce n'est pas suicidaire de ne pas le dépasser. A l'échelle du monde, nous sommes dans une crise systémique gigantesque. On épuise la planète, on ne veut pas parler de justice climatique et des migrants climatiques. La crise de la démocratie représentative est partout sauf au local. La perte de crédibilité des institutions nationales est aussi que celles de l'Europe.

**La scène politique doit servir à clarifier les enjeux** : pourquoi n'y a-t-il pas de scène publique permettant d'échanger sur notre vision de l'avenir ?

Si la démocratie n'est pas capable du long-terme, vive la didacture car nous avons un gros problème de long terme, c'est de conduire une mutation systémique. On a une crise qui demande de régler les défis à long terme et c'est là-dessus que doit porter le débat.

*Lukáš Macek*

Pourquoi d'autres ont intérêts à ceux que l'Europe n'avance plus ?

Question de rivalité : Poutine a besoin d'empêcher le succès de l'Europe car son régime court un danger mortel si les citoyens russes réalisent que ce qui se passe en Europe est possible pour eux.

Pour les Etats-Unis, c'est différent car on est liés et alliés. Il reste à savoir si Trump est une anomalie ou une nouvelle normalité des Etats-Unis.

*Quelques réactions*

- Comment l'UE peut être garante des valeurs ? Contrôler les Etats qui sont extrémistes ?
- Comment gérer la règle de la garantie des libertés et droits fondamentaux ?

*Pierre Calame*

Il faut être pragmatique, **ne pas exclure des sanctions** car on a créé des sociétés à irresponsabilités illimitées : l'un des enjeux, c'est de remettre au cœur de la réflexion et de la politique la responsabilité. Un de gros problèmes, c'est de croire que démocratie représentative + droit + marché unique = société mais non ! On ne fait pas une société en additionnant des droits et ça ne fait pas une vision de l'avenir dans le cadre d'une mutation systémique.

*Lukáš Macek*

Pour moi, c'est l'exemplarité qui compte. Quand on regarde sur ce qui se dit sur les forums italiens à propos de l'accrochage de Macron et du gouvernement italien, on lui reproche de critiquer sans être exemplaire. La meilleure façon de pousser les extrêmes, c'est de faire comme on fait en donnant de l'argent puis en le retirant pour « punir » car ça renforce leur sentiment de forteresse assiégée.

**Le premier devoir de ceux qui critiquent, c'est l'exemplarité** car on passe vite à un discours condescendant est/ouest (même si le clivage n'est pas toujours clair).

Ensuite, il faut aider les forces politiques locales.



*Quelques réactions*

- Comment faire confiance à l'Europe alors qu'on a le sentiment qu'elle dicte ce qu'on doit faire ?
- Avec l'Europe, il y a un abandon des services publics pour le privé, quel est l'intérêt ?

Le logiciel européen est-il trop libéral ?

*Pierre Calame*

Oui, le plan B a créé un dogmatisme mais **le défi, c'est bien de se doter d'un modèle économique durable** et non pas d'unifier le marché.

Par contre, le critère n'est pas la nature publique ou privée des opérateurs mais la **capacité des opérateurs à dialoguer avec les citoyens**. On n'est pas dans la discussion du statut public ou privé.

*Lukáš Macek*

Par rapport à l'ouverture du rail à la concurrence, cela a été convenu entre les Etats européens, mais on ne dit pas qu'on démantèle les services publics. On peut encore décider sur plusieurs choses : les délégations de service public, le budget...

Il y a 2 points dans l'UE qu'il me semble essentiels de souligner :

- Il y a une grande diversité de modèles sociaux qui ne convergent pas tous vers le même
- L'Europe est attaquée des 2 côtés : en France, on critique une Europe ultralibérale tandis qu'en République Tchèque, c'est un complot socialiste contre la liberté.

Je suis gêné par l'expression « prêt-à-penser » européen car on a tous des valeurs et des conceptions différentes. L'idée d'une Europe populaire car on fera une politique qui plaira à 70% de la population, c'est fou. **Ce qu'il faut, c'est un débat d'idées et que si on est en minorité, on ne conteste pas le cadre (l'Europe)**. Quand en France, un parti perd les élections, il ne conteste pas la France. On doit se faire à l'idée qu'on est **une communauté de citoyens**. Mais évidemment nous sommes au début du processus.

Si vous aviez trois dossier à mettre sur la table, ça serait quoi ?

*Pierre Calame*

1. **Développer la théorie et la pratique d'une gouvernance à multi-niveaux** : prendre au sérieux le slogan « unité et diversité ». Se demander comment on fait coopérer les niveaux pour que chaque contexte local ait des moyens d'intervention dans des principes directeurs élaborés en commun.
2. **Le contrat avec l'Afrique** : le continent est confronté à une transition démographique, l'impact du changement climatique, et des millions de jeunes sont prêts à se noyer plutôt que de rester sans avenir. Il faut revoir notre coopération avec l'Afrique qui ne fonctionne pas aujourd'hui.
3. **Inventer ensemble le modèle économique de demain**, le débat n'étant pas public ou privé.
4. Construire une alliance avec la **Chine sur les filières durables**.
5. **Réinventer la démocratie** pour répondre à la crise de la représentation.

*Lukáš Macek*

1. **Politiser le fonctionnement de l'Europe** pour que des clivages sur des sujets partiels prennent une place plus importante et relativise le débat « Europe ou pas ? ».
2. **Education et culture** : on a besoin d'éducation et de faire émerger une logique où la culture européenne existe : Hugo et Goethe font partie du patrimoine européen. Les réalités nationales sont récentes et le substrat culturel européen est très mal vendu dans notre système d'éducation et notre système politique.
3. **Construire et assumer un discours sur la fierté d'être européen** : il a de quoi être fier. Il faut faire revivre l'épopée européenne. Les Européens sont trop écrasés par les crimes que l'Europe a commis par le passé mais le chemin fait pour les surmonter et les gestes de réconciliation sont très forts. Peu de pays ont été capables de ce chemin. Il est temps d'être fier de pouvoir tirer des leçons des pires heures de notre passé.